

Pierre Monatte

Le syndicalisme va-t-il connaître une nouvelle grande période ?

(1957)

(Introduction à *Trois scissions syndicales*)

Où en est le mouvement syndical français ?

Avec ses trois ou quatre confédérations, il est forcément divisé, donc affaibli. Affaibli matériellement et moralement. Le total des syndiqués, de toutes les centrales, reste fort bas. Deux salariés sur dix appartiennent-ils à un syndicat ? La plupart des autres semblent plutôt indifférents et se contentent de bénéficier des améliorations qu'arrachent leurs camarades syndiqués. Moralement, il ne va pas mieux. La concurrence entre organisations ne constitue pas un stimulant. Les polémiques entre elles portent plus sur des questions secondaires que sur les vrais problèmes posés à la classe ouvrière. Trop souvent elles détournent même de ces problèmes. On ne voit guère loin. Un corporatisme étroit, des luttes sordides entre catégories ont remplacé les visées plus hautes et plus larges.

L'esprit révolutionnaire d'hier ne conduisait-il pas à négliger les revendications journalières ? Nullement. Les ouvriers révolutionnaires ont été presque toujours les plus résolus à poursuivre les réformes.

Aujourd'hui, trop souvent, le syndiqué est apathique. Il n'est pas allé au syndicat pour se battre, mais pour se dispenser de tout effort personnel. Le syndicat n'est aux yeux de beaucoup qu'une société protectrice, non des animaux bien sûr, mais des travailleurs sans courage. On paye sa cotisation syndicale comme on règle sa feuille d'impôts.

De bien des côtés, on se lamente sur le bas niveau intellectuel et moral du mouvement. Il est, répliquent certains, ce que peut le faire une classe ouvrière déprimée, d'ailleurs écrémée de ses éléments les meilleurs, vidée par le travail en grande série de l'intelligence dont avait besoin hier l'ouvrier de métier et que son propre travail développait. Le robot a pris la place de trop d'ouvriers qualifiés. La solidarité au travail, à l'atelier, à l'usine, au bureau, serait en baisse. On vivrait chacun pour soi. Pour soi et contre les autres.

Il est probable que le fonctionnaire syndical est de moins en moins doublé d'un militant. On veut faire carrière, non se battre pour une idée et se dévouer à sa classe. On se regarde comme un expert, souvent comme un chef ; non comme le simple porte-parole de ses camarades de travail et leur entraîneur à l'occasion. Les circonstances ont changé sans doute. Un permanent syndical a besoin de plus de connaissances qu'hier. Certains parlent même de l'utilité d'un syndicalisme supérieur, pourvu d'experts techniques et économiques, capables de se retrouver dans les problèmes administratifs et sociaux aussi bien et mieux que les patrons. Tout cela est évidemment nécessaire, mais l'obtient-on avec la sécheresse d'esprit et de cœur actuelle ? Alors qu'il en faudrait beaucoup plus, où sont les monographies d'industries d'autrefois, les historiques de grandes grèves qui montraient qu'on avait compris ces mouvements et tiré leur leçon, les brochures de toutes sortes sur les petits et les grands problèmes ? On lit beaucoup moins, paraît-il. On pense beaucoup moins aussi. Il se dépense beaucoup moins d'initiative en haut comme en bas. Plus d'hommes comme Merrheim dans les métaux, comme Picart dans le bâtiment, comme Vallet et Montbrunaud dans les PTT.

Dans ces conditions, fini l'espoir en l'émancipation des travailleurs, fini l'effort individuel des syndiqués, fini l'effort collectif du mouvement pour réaliser un jour prochain l'émancipation de tous les ouvriers ? Cette variété originale de socialisme qu'était le syndicalisme révolutionnaire, pour qui le syndicat était le groupement essentiel de la classe ouvrière, qui avait semblé faire

revivre le socialisme ouvrier de la 1^o Internationale, avec ses conceptions de l'action directe et de la grève générale, est-elle définitivement morte? Ou simplement endormie?

D'où provient cette baisse de vitalité du mouvement syndical français ?

Elle tient pour la plus grande part à trois causes au moins. D'abord aux trois scissions qu'il a connues, en 1921, en 1939, en 1947. Au découragement, à une sorte d'épuisement physique, provoqué par les deux guerres mondiales et au sentiment d'impuissance à lutter contre elles. Ensuite, au désenchantement éprouvé devant les résultats donnés par les révolutions sociales de ces quarante dernières années, tant par les révolutions qui ont apparemment réussi que par celles qui ont échoué. Plus encore par celles qui ont tenu mais en reniant leurs objectifs du début, en caricaturant le socialisme, en apportant l'oppression au lieu de l'émancipation ouvrière. Tout cela, sans parler d'une industrialisation accélérée et d'une extension du domaine de l'étatisme.

A-t-on remarqué que les deux premières scissions sont sorties de la guerre ? La première scission, celle de 1921, est une conséquence de la guerre de 1914-18 et non de la révolution russe d'octobre 1917 ; la deuxième scission, celle de 1939, a éclaté directement du pacte germano-russe, signé par Molotov et Ribbentrop, qui devait ouvrir les écluses de la Seconde Guerre mondiale. Quant à la troisième scission, celle de 1947, ne pourrait-on dire qu'elle est liée étroitement aux conséquences de la Seconde Guerre mondiale puisqu'elle a été provoquée par les grèves Molotov de 1947, 48, 49, lancées en travers de l'application du plan Marshall qui avait pour objet de ranimer l'économie des pays européens épuisés par la guerre ?

On a peu et mal réfléchi sur ces trois scissions. Très vite, on a oublié ce que l'on avait compris ou paru comprendre sur le moment. Les légendes accréditées soit par la propagande réformiste, épaulée par la propagande gouvernementale, soit par la propagande soi-disant communiste, épaulée par la propagande de l'Etat stalinien russe, ont tout brouillé, tout faussé.

La classe ouvrière n'a plus vu que la première scission marquait la victoire des tenants de l'union sacrée, qu'elle consacrait la revanche de la collaboration sociale, du millerandisme tarit honni après 1900 et le triomphe du social-chauvinisme, donc la liquidation du syndicalisme révolutionnaire.

Qui pense encore que la CGT de 1939 se brisa non sur le terrain de classe, mais sur le terrain national ? D'un côté, les organisations syndicales qui, avec Frachon, approuvaient le scandaleux pacte germano-russe ou qui n'osaient pas s'en désolidariser ; de l'autre, les organisations qui, avec Jouhaux, en étaient scandalisées et se plaçaient aux côtés du gouvernement Daladier.

On peut dire que les scissions ont été l'œuvre des événements plus que des hommes. L'unité ne s'est refaite qu'à la faveur de grands remous, où la classe ouvrière a ressenti le besoin impérieux de rassembler ses forces. C'est le 6 février 1934 et la menace fasciste qui ont rendu nécessaire la réunification qui s'est faite en 1936 au congrès de Toulouse.

Il en sera probablement de même demain. Une déclaration comme celle de Forestier, Lapeyre et Pastre cette année, à la veille du congrès de la CGT, a eu le grand mérite de maintenir présente l'idée de l'unité syndicale à refaire. Elle a obligé les militants des différentes confédérations à ne pas l'oublier, à penser aux conditions nécessaires, à s'y préparer. Le résultat paraît encore maigre. Qu'en sait-on ? Il est difficile de le mesurer. Pas grand écho au sein de FO ni de la CFTC, personne de celle-ci n'ayant été appelé à contresigner cette déclaration d'unité. Quant à la CGT, le gros morceau, son congrès n'a guère paru appuyer Pastre. Les apparences sont quelquefois trompeuses. Frachon a été, dit-on, assez inquiet. Il aurait dû, juste à la veille de son congrès, faire opérer une révision soigneuse des délégués de syndicats, au moins dans la région parisienne. D'où une dépense de plusieurs centaines de milliers de francs en frais de taxis. Mais un résultat qui a mis la puce à l'oreille à pas mal : sur un peu plus de mille délégués, près de mille membres du parti ; une atmosphère de congrès susceptible de semer la crainte au cœur des opposants possibles. Et surtout cette constatation que, dans un congrès de la CGT française domestiquée au parti stalinien, il ne s'est trouvé qu'un délégué, celui des gardiens de prison, pour donner le ton ouvrier et défendre la Hongrie écrasée par les tanks russes. L'attitude de Pastre n'a pas été tellement vaine. Il faut compter sur les événements, mais, quand ils surviendront, car ils ne peuvent pas ne pas survenir, il faudra que des militants soient là pour les exploiter. Pas d'hommes au moment décisif, l'occasion sera perdue ; d'où l'utilité de poursuivre sans répit le rassemblement des partisans de

l'unité dans les différentes confédérations et dans les syndicats autonomes. La déclaration de Forestier, Lapeyre et Pastre ne doit pas être un geste sans lendemain. Il le faut d'autant plus que chez beaucoup de camarades s'est ancrée la crainte que toute réunification ne puisse se faire qu'au bénéfice des staliniens. Au lendemain du congrès de réunification de Toulouse, ils eurent vite fait de mettre la main sur l'organisation, par leur dynamisme, alors qu'en face on restait inactif. Après la Libération et la nouvelle réunification, pareille situation : même dynamisme d'un côté, même inaction de l'autre, en haut et en bas, surtout en bas.

Pourquoi cela ? Parce qu'en face des staliniens il n'y avait pas d'hommes portés par une grande idée, pas de militants conscients de la partie qui se jouait, ayant une conception solide et un dévouement à toute épreuve. Rien à faire tant qu'il n'y aura pas au chantier, à l'usine, au bureau, des hommes décidés et capables de tenir tête aussi bien aux staliniens qu'aux patrons. Quand il y aura ces hommes, les événements pourront survenir ; la réunification syndicale se fera cette fois de manière durable et vraiment profitable pour la classe ouvrière.

Nous avons entendu tant de déclarations contradictoires, nous avons été soulevés par tant d'événements et rejetés à terre par tant d'autres qu'il est compréhensible que beaucoup ne s'y retrouvent plus, qu'ils ne voient plus le droit chemin. Avons-nous été assez ballottés depuis la Libération ?

Ainsi, en 1945, Monmousseau, secrétaire de la CGT, déclarait dans un meeting d'ouvriers parisiens du bâtiment que, dans la situation présente, la grève était l'arme des trusts contre la nation et contre la classe ouvrière. C'était la doctrine en cours chez nos staliniens. Pas de grèves, comme en Russie et dans les démocraties soi-disant populaires. Deux années après, en 1947, grèves partout, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest. Que s'était-il donc passé ? Comment les circonstances avaient-elles changé ? Quel congrès confédéral avait donné aux Monmousseau du Bureau confédéral et à tout l'appareil syndical des directives absolument différentes ? Il s'est passé tout simplement que Maurice Thorez n'était plus vice-président du Conseil et, partant, que la conquête de l'Etat français n'était plus possible de l'intérieur, qu'il ne restait plus qu'à la tenter de l'extérieur. D'où le lancement de grèves en tous lieux et de toute importance. L'Etat, déjà si fragile, secoué si violemment, ne pourrait que s'effondrer. Le changement de tactique n'avait pas d'autre explication. C'est ainsi que la grève, hier arme des trusts, était devenue ou redevenue l'arme des staliniens.

Aucun doute, Molotov l'a signifié crûment à Bevin et Bidault, les ministres des Affaires étrangères d'Angleterre et de France. Bevin l'a déclaré en fin janvier 1948 à la Chambre des Communes. Si l'Angleterre et la France, leur avait dit Molotov, poursuivent la réalisation du plan Marshall, elles iront au-devant du grabuge et même de l'ouragan. Ces menaces n'avaient pas tardé à se traduire en grèves, ces vagues formidables de grèves de 1947, de 1948 et même de 1949.

A la sortie de la Deuxième Guerre mondiale, l'économie des pays belligérants d'Europe, celle de la France plus particulièrement, était dans un piteux état. Comment échapper au chômage et à la misère ? Comment remettre à flot l'économie nationale, réparer les ports, ramener un trafic normal des transports, reconstruire ponts, usines, maisons ? Impossible sans l'aide des Etats-Unis. Mais, si l'économie française est renflouée, plus de crise sociale à brève échéance, donc plus de coup de force stalinien facile et possible. La proie n'est plus toute prête. Haro sur le plan Marshall. Monmousseau change immédiatement de disque. Pas besoin de consulter les travailleurs et les syndicats, inutile de réunir un congrès confédéral. Les instructions russes suffisent largement. Ces grèves sont-elles véritablement au service de la classe ouvrière française ? Elles ne servent que les visées de la Russie stalinienne.

Les menaces de Molotov adressées à Bevin et à Bidault, Bevin les a fait connaître à la Chambre des Communes, Bidault n'en a point fait part à la Chambre des députés française. Cela tient peut-être à la différence entre le personnel politique des deux côtés de la Manche et à la faiblesse de notre propre démocratie. On n'ose rien dire. On n'ose rien regarder en face. Si le secrétaire confédéral Monmousseau proclamait en 1945 que la grève était alors l'arme des trusts, un de ses collègues du bureau confédéral, Racamond, venu lui aussi de l'ancienne CGTU, avait fait en fin 1944 une déclaration non moins significative aux militants d'une union départementale. Ces militants, pressés par les travailleurs de la région, envisageaient une action revendicative. N'en faites rien, leur conseillait Racamond. Attendez. Attendre quoi ? Eh bien, que l'Allemagne soit soviétisée. Quand elle le sera, alors tout serait possible. Il ne s'agirait plus de

revendications partielles ou corporatives, mais de la prise du pouvoir et de l'instauration des soviets en France. Racamond ajoutait que les Anglo-Américains seraient alors chassés d'Europe. Ce n'était pas la pensée personnelle de Racamond, mais, comme pour Iyi, l'onmousseau, la pensée des dirigeants staliniens de Russie, partant de ceux de France, y compris les militants communistes des syndicats.

Ces déclarations caractéristiques, l'une enregistrée par *L'Humanité*, l'autre qui nous parvenait directement et qui n'a pu être ignorée dans les milieux ouvriers bien informés, ne semblent pas avoir frappé l'attention des membres non staliniens du Bureau confédéral. L'un d'entre eux, Raymond Bouyer, homme de confiance de Jouhaux, déclarait vers le même temps :

Les communistes ont enfin compris. Ils sont venus sur notre plate-forme. Désormais, on peut travailler en plein accord.

Douce illusion, cruelle ignorance surtout. Farce due les communistes, disons plus exactement les staliniens, se prétendaient aussi patriotes que les réformistes, ceux-ci jugeaient qu'ils étaient enfin les uns et les autres sur le même terrain. C'est lit évidemment qu'il faut rechercher la source des erreurs commises par Jouhaux et ses amis, erreurs qui persistèrent longtemps, peut-être jusqu'à aujourd'hui.

Il ne s'agissait pas d'une commune plate-forme ouvrière. Les adversaires d'hier étaient réunis par un même sentiment. Peut-être aussi, du côté réformiste, par l'espoir que la Russie renflouerait le Bureau international du travail et ses organes annexes. En fait, les staliniens menaient leur jeu, abusant sans grand-peine leurs crédules adversaires de tendance.

Un événement devait jeter bas ces illusions si légères : le refus par les Russes de laisser appliquer le plan Marshall. Dans les démocraties populaires naturellement, mais en France aussi. Les grèves Molotov étaient lancées en travers de son application. En Tchécoslovaquie, le coup de force de février 1948 se produisait.

Refus brutal des Russes. Incompréhension des réformistes ou lenteur à comprendre ? Il semble qu'on ait mis beaucoup de temps à comprendre. Peut-être n'y est-on pas parvenu, puisque Bothereau, quelques années plus tard, pouvait dire que la victoire finale des Russes était fatale, que tout ce qu'il était possible de tenter, c'était de la retarder.

La scission qui se produisit dans les centrales syndicales de France et d'Italie, les deux pays qui avaient le plus besoin du plan Marshall pour ranimer leur économie, devait tout naturellement s'étendre à la Fédération syndicale mondiale. Plus de dix ans ont passé. A-t-on compris les causes de ces scissions ? Vraiment, on peut en douter. Les états-majors des syndicats libres y sont-ils enfin parvenus ? Il faut le souhaiter, mais un doute reste malgré tout.

Ce qui incline au doute, c'est le mal qu'on se donne pour expliquer que la scission syndicale est après tout assez naturelle, pour ne pas dire fatale ; suivant d'aucuns, l'unité de la classe ouvrière serait un rêve. La classe ouvrière n'est pas mais formée de morceaux disparates. Quel lien entre le manoeuvre et le cadre, supérieur ou non ? Quel lien entre l'ouvrier du secteur privé et celui du secteur public ? Quel lien entre l'ouvrier et le fonctionnaire ? Chaque catégorie n'aurait que des intérêts particuliers et ne serait pas liée aux autres catégories par un intérêt de classe. Alors, pourquoi des fédérations ? Pourquoi des CGT ? Pourquoi des Internationales syndicales ? Si l'unité de la classe ouvrière n'était qu'une chimère romantique, on comprendrait mal qu'il y ait un esprit bourgeois et un esprit ouvrier, un monde bourgeois et un monde ouvrier. Aux frontières de chacun de ces mondes, qu'il y ait une zone d'interprétation, c'est possible ; il n'en reste pas moins que le monde ouvrier existe, que les diverses catégories qui le composent sont liées par le sentiment d'être exploitées et par la volonté de se libérer un jour, volonté que le mouvement syndical a pour rôle et pour devoir d'interpréter. C'est à lui de faire comprendre aux diverses catégories tout ce qui les unit ; c'est à lui de nourrir une vaste et réelle solidarité chaque jour plus forte. Dans la mesure où ce sentiment de solidarité se développera, l'unité syndicale, reflet de l'unité ouvrière, reprendra force. Si l'unité syndicale est si fragile, cela provient peut-être d'un glissement ouvrier vers l'esprit bourgeois. On a honte d'être ouvrier au lieu d'en être fier. On envie les parasites et les exploités bourgeois, au lieu de mettre son espoir dans un monde rebâti sur le travail et sur la justice. Une autre explication, mirobolante celle-là, a été donnée de la scission syndicale. L'unité syndicale tiendrait du mythe fasciste. Ses partisans seraient des totalitaires qui s'ignorent. Rien que cela, pour Gaston Tessier, de la CFTC et pour Alexandre Hébert, de FO. Il y a de quoi être confondu ! Ces camarades se sont-ils donné la peine de rechercher sur quoi repose le mythe fasciste ? Sans

grande peine, ils auraient vu que le fascisme, l'italien comme l'allemand, comme le russe, repose sur la race, sur la nation et sur l'étatisme. Pas sur la classe. Ce n'est pas un hasard si le syndicalisme, dans son effort pour rassembler la classe ouvrière, s'est heurté non seulement au capitalisme, mais encore au nationalisme et à l'étatisme. L'un repose sur la classe, l'autre sur la race. Comment peut-on les confondre ? Lorsque Hébert, dans *La Commune* de juillet 1957, a reproché cette lourde erreur, je me suis étonné, d'abord qu'on l'ait accueillie, mais surtout que personne ne lui ait répondu.

De telles explications caractérisent le désarroi qui règne dans les esprits. Les trois scissions ont affaibli matériellement le mouvement syndical. Elles ne l'ont pas moins affaibli intellectuellement et moralement. Il ne faut pas en être surpris. Quand on regarde cinquante ans en arrière, on est obligé de constater que le sang du mouvement a subi deux graves empoisonnements. L'un en 1914-1918, celui des "redevables", pour reprendre l'expression de Georges Dumoulin dans son étude de 1918. L'autre, celui de la bolchevisation, en 1924-1930 et même depuis. On pourrait penser que le premier empoisonnement a particulièrement atteint l'aile droite du mouvement syndical, tandis que l'autre aurait surtout frappé l'aile gauche. Il n'en est rien, hélas ! Ceux qu'avant 1914 on avait appelé les "braillards" - Griffuelhes dixit - s'étaient rués les premiers sur les galons et sur les sursis d'appel. Et regardez ce qu'il est advenu dans la minorité révolutionnaire de 14-18. Merrheim, Dumoulin, Million, qui avaient été les plus en vue des premiers opposants, ont lâché pied avant la fin de la guerre et ont ainsi rendu impossible le redressement de la CGT. Trois fonctionnaires syndicaux, un secrétaire confédéral, un secrétaire fédéral, un secrétaire de grande union départementale. Le fonctionnarisme syndical avait-il rongé leur force de caractère ? A la sortie de la guerre de 14-18, disparition à peu près complète de la génération de militants d'avant-guerre. Certains n'étaient pas revenus du front. D'autres avaient été écrasés moralement par la guerre. Quant aux redevables, il en était de deux sortes. Ceux qui n'en étaient pas fiers et qui se retiraient dans leur coin pour toujours, ceux qui étaient rendus fanatiques. Si bien que nous nous sommes sentis affreusement seuls, les quelques anciens qui tenions bon.

Une nouvelle génération montait, il est vrai, forcément inexpérimentée. Combien parmi elle, attirés par le rôle à jouer, le désir d'être commissaire du peuple de ceci ou de cela ? Du dévouement sans nul doute, une réelle capacité de sacrifice, mais peu d'effort pour comprendre et juger par soi-même. Des hommes capables de passer brusquement d'un point de vue à un autre tout opposé. J'oublierai difficilement le cas de Cadeau qui se trouva le premier dans une assemblée du parti à nous dire en 1924 que notre place était en dehors. Lui, venu de l'anarchisme, était passé du premier bureau de la CGTU, anticommuniste à tout crin, au secrétariat du parti. Je pense aussi à Colomer qui avait poussé à la scission au congrès minoritaire de fin 1921, sautant brusquement de l'anarchisme au parti.

Le syndicalisme avait nourri de grandes ambitions. Quel groupement pouvait mieux que lui représenter les travailleurs ? Une lourde tâche lui revenait. Pelloutier l'avait tracée : a Poursuivre plus obstinément que jamais l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres. ” D'hommes fiers et libres, a dit une autre fois Pelloutier qui tenait à cette formule.

Nous en sommes loin aujourd'hui. Finis les grands espoirs ? La révolution politique a repris le dessus. Le syndicat a été relégué au second rang. Le parti a pris le rôle essentiel. A lui d'édifier la société nouvelle, par le moyen de l'Etat ouvrier. De même qu'après la I^e Internationale la social-démocratie avait établi son influence, plus politique qu'économique, sur le mouvement ouvrier mondial, de même après le syndicalisme le parti communiste a capté les aspirations révolutionnaires des travailleurs dans presque tous les pays.

Mais, à son tour, il a fait faillite. Il n'a pas été capable de bâtir en Russie le véritable Etat ouvrier qu'il avait annoncé. Il n'a édifié, au prix de quels sacrifices pour la classe ouvrière russe, qu'un Etat totalitaire semblable au fascisme et au nazisme. Il peut faire illusion encore. Plus pour longtemps.

L'Etat totalitaire russe, en procédant à une industrialisation forcée, a créé un vaste prolétariat. Un prolétariat qui sent profondément l'oppression matérielle et morale que fait peser sur lui depuis des dizaines d'années la nouvelle classe des exploités venus du parti. Il cherche obscurément, depuis longtemps déjà, les voies de sa libération. Il les trouvera. Les grèves des camps de concentration de Vorkouta et d'ailleurs, les mouvements de Berlin-Est, de

Tchécoslovaquie, de Pologne, de Hongrie, les soubresauts du couvercle de la marmite stalinienne sont des signes qui ne trompent pas. Le vaste prolétariat russe réglera son compte à ces exploiters d'un nouveau genre. Le marxisme nous en donne l'assurance.

Impossible, cette libération, tant sont fortes en Russie la police et l'armée ? La police et l'armée s'évanouiront devant la classe ouvrière en mouvement quand la révolution sera mûre. Déjà, en Hongrie, des bataillons russes ont refusé de tirer sur les insurgés. Demain, chez eux, ils passeront du côté de la révolution et la feront triompher.

Les ouvriers russes, en vêtements de travail ou en uniforme, -,avent qu'ils ont été trahis par leurs soi-disant représentants du peuple. ils en tirent, ils en tireront la leçon. Ils ne le peuvent qu'en revenant, à la lumière de leur propre et dure expérience, aux grandes idées de la I^{re} Internationale et du syndicalisme révolutionnaire. Ils se le doivent à eux-mêmes, ils le doivent aussi aux travailleurs de tous les pays.

Le syndicalisme va-t-il connaître une nouvelle grande période ? Dans dix mois ou dans dix ans ? Il n'est pas interdit de le penser, mais à condition que la classe ouvrière, chez nous comme ailleurs, soit capable d'un tel effort.